



ASSEMBLÉE
NATIONALE

Elie CALIFER

Député de la Guadeloupe

Le 2 février 2026

Lettre ouverte à la population de la Guadeloupe

Chère population de la 4^{ème} circonscription de la Guadeloupe,
Concitoyennes, Concitoyens,

La censure ne doit pas être un réflexe systématique guidé par les seules postures partisans. Elle emporte **une responsabilité immense, qu'il est important de mesurer** : faire tomber un gouvernement, c'est provoquer une crise politique majeure, accentuer l'instabilité institutionnelle, et retarder la prise de décision, alors même que le pays et nos territoires ultramarins ont urgemment besoin de réponses concrètes : **insécurité, pauvreté, vie chère, criminalité, homicides, chômage, accès aux soins, accès à l'eau.**

En ce début d'année 2026, alors que la France traverse une nouvelle séquence de tensions politiques, de doutes économiques et d'inquiétudes sociales, **l'Assemblée nationale a été appelée à se prononcer sur une motion de censure visant le Gouvernement, à la suite du recours à l'article 49-3 pour faire adopter le budget de l'État pour 2026.** Beaucoup d'entre vous m'ont interpellé sur le sens de mon vote.

Dans les temps troublés que nous connaissons, la France ne peut pas se permettre de jouer avec la stabilité de ses institutions.
C'est donc en responsabilité que j'ai refusé de voter la motion de censure.

Le rôle des députés est de contrôler l'action du Gouvernement, de peser sur ses choix, d'amender ses textes, de corriger ses dérives, non de « faire sauter » un exécutif à chaque occasion. Notre démocratie mérite mieux qu'une succession de coups de théâtre, ou **la stratégie du chaos.**

Un gouvernement renversé, ce n'est pas seulement un changement de Premier ministre. **C'est une période d'incertitude accrue : nombre d'établissements publics, de collectivités et d'organismes locaux, les associations et les hôpitaux qui attendent le budget de l'État pour définir leurs orientations** : investissements, recrutements, politiques sociales, transition écologique, soutien au monde économique. **Certaines familles elles-mêmes suspendent actuellement des choix essentiels** – logement, études de leurs enfants, emprunts – dans l'attente de savoir à quelles fiscalités, à quelles aides, à quelles prestations, à quels dispositifs elles seront assujetties ou pourront prétendre.

Devions-nous, par un geste de contestation supplémentaire, ajouter à cette incertitude la perspective de plusieurs mois sans véritable cap budgétaire ?

Il faut être honnête, un État moderne ne peut subvenir, pendant une année entière, grâce à une simple loi spéciale, que si elle permet entre autre de rémunérer les fonctionnaires, cependant elle ne pose aucun cadre juridique stable pour l'attribution des dotations, des subventions, des investissements nouveaux dont notre pays et nos territoires ont besoin.

Ce choix difficile est le fruit d'une réflexion personnelle, nourrie de consultations et des alertes de nombreux acteurs institutionnels, économiques, sociaux et associatifs de Guadeloupe, et de l'examen approfondi de la copie finale du budget 2026. Il m'a été expressément recommandé de m'abstenir de toute action de nature à aggraver la situation de crise que subit la Guadeloupe.

Oui nous sommes dans l'opposition, oui je suis dans l'opposition ! **Le recours au 49-3 sur la version finale du projet de loi de finances est regrettable. Il acte l'incapacité de la Macronie et ses alliés de droite, à bâtir un consensus suffisamment solide** et il nourrit, à juste titre, la défiance d'une partie de la population envers les institutions de la République déjà fragilisées par le Président.

Les Députés ultramarins ont débattu, proposé, contesté et amendé. De ce travail intense, souvent à des heures tardives, de la combinaison des votes, des rapports de force et des négociations avec le Gouvernement, **tout cela a permis de décrocher des avancées concrètes au niveau national avec un impact significatif pour nos collectivités d'Outre-mer.**

Le projet de budget 2026, dans sa version finalisée, porte ainsi plusieurs **avancées majeures, fruit d'un véritable rapport de force pour corriger un budget initialement injuste**, contenant des coupes budgétaires disproportionnées : **suspension de la réforme des retraites, réindexation de l'ensemble des prestations et des barèmes sur le coût de la vie, revalorisation significative de la prime d'activité.**

Des progrès ont également été obtenus **pour les étudiants, avec le maintien du repas à 1 euro** pour les plus précaires, ainsi que **la relance de MaPrimeRénov** afin de soutenir la rénovation énergétique. Par ailleurs, **l'application aveugle de coupes budgétaires a pu être évitée dans des secteurs essentiels : santé, logement social, économie sociale et solidaire, insertion.**

Ce n'est pas notre budget, il n'est pas conforme à nos aspirations, cependant, il a été corrigé pour éviter le pire, en particulier pour les classes populaires et les classes moyennes, pour les jeunes et pour les retraités modestes. **Dans ce contexte, censurer le Gouvernement aurait été, selon moi, un geste politique, mais hélas dépourvu de bénéfice immédiat pour celles et ceux que je défends en priorité : les plus modestes, les ultramarins, et plus singulièrement les Guadeloupéennes et les Guadeloupéens.**

Pour les Outre-mer, le chemin parcouru dans la discussion budgétaire a été décisif sous l'impulsion des parlementaires ultramarins

Une enveloppe substantielle supplémentaire est décrochée pour nos territoires.

Au total, ce sont environ **1,5 milliard d'euros de moyens additionnels**, répartis entre le budget de l'État et celui de la Sécurité sociale, qui viendront soutenir les Outre-mer en 2026, par rapport à la copie initiale de BAYROU et LECORNU.

Concrètement, cela se traduit par plusieurs décisions importantes pour les plus fragiles :

- **Le rétablissement de l'intégralité des crédits destinés aux exonérations de charges sociales spécifiques à nos territoires (LODEOM) 350 millions d'euros** indispensables au maintien de l'emploi, à la lutte contre le chômage et à la compétitivité de nos entreprises ;
- **Une enveloppe supplémentaire de 100 millions d'euros pour financer des actions médicales en Outre-mer ;**
- **Un renforcement de la lutte contre les sargasses, avec un abondement de 2,5 millions d'euros du fonds dédié ;**
- La prise en compte des difficultés spécifiques d'accès à l'eau en Guadeloupe, avec une **dotation exceptionnelle de 15 millions d'euros en faveur du SMGEAG**, pour améliorer la distribution et l'acheminement de l'eau potable dans tous les foyers en Guadeloupe ;
- **L'affirmation de la reconstruction de Mayotte** comme l'une des priorités du budget, avec des moyens dédiés appelés à dépasser 674 millions d'euros d'engagements en 2026 ;
- **L'apaisement des tensions en Nouvelle-Calédonie (reconstruction et recherche de compromis entre les différentes forces vives).**

Ce budget n'est pas le nôtre, ces montants ne sont pas des abstractions comptables.

Ils signifient, pour nos territoires ultramarins : des emplois préservés, des hôpitaux mieux soutenus, des investissements pour nos réseaux, des outils concrets pour lutter contre les pollutions, des perspectives de reconstruction et de développement. Ils sont le fruit d'un rapport de force assumé, d'un travail de conviction acharné, pour défendre nos intérêts.

Dans ces conditions, **fallait-il faire tomber un troisième gouvernement en deux ans ?**

Au nom d'une pure logique de rejet, balayer ces acquis et replonger le pays dans une crise institutionnelle, avec le risque d'un budget repoussé, voire d'une nouvelle séquence de loi spéciale qui aurait gelé toute capacité d'initiative ?

Fallait-il accepter de sacrifier, les avancées obtenues pour la Guadeloupe et pour l'ensemble des Outre-mer ? Ma réponse, en conscience, est non.

Ne pas voter la censure ne signifie ni approuver la politique du Gouvernement Macroniste et de ses alliés de droite, ni renoncer à toute combativité dans la méthode.

Cela signifie choisir **le terrain du contrôle exigeant et raisonné, plutôt que celui du saut dans le grand vide.**

Mon devoir d' élu responsable est de penser aux conséquences concrètes de chaque acte, au moment de chaque vote, à la vie réelle derrière chaque ligne budgétaire. Mon vote n'a pas été un renoncement ; il a été un choix de protection au service de nos intérêts collectifs.

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E
L I B E R T É – É G A L I T É – F R A T E R N I T É

Fidèle à l'engagement que j'ai pris devant vous, je continuerai à défendre, sans relâche, les classes les plus modestes, les ultramarins, et plus particulièrement notre Guadeloupe, pour qu'elle obtienne enfin la place, les moyens et le respect auxquels elle a légitimement droit.

Veillez croire, chères concitoyennes, chers concitoyens, en mon profond attachement à notre territoire et en ma détermination d'agir en conscience à chaque instant, dans l'intérêt du péyi Guadeloupe.

Élie CALIFER
Député de la Guadeloupe